



Distr.
LIMITÉE

T/L.1079
18 juin 1964
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente et unième session
Point 4 c) de l'ordre du jour

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU

Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1238ème séance, le 16 juin 1964, le Conseil de tutelle a constitué un comité de rédaction composé des représentants de la Chine et des Etats-Unis d'Amérique, et l'a chargé de proposer, sur la base des discussions ayant eu lieu au Conseil, des conclusions et recommandations sur la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru, et de formuler des recommandations concernant la rédaction du chapitre relatif à la situation dans ce territoire devant figurer dans le prochain rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale.
2. Le Comité de rédaction a tenu deux séances. Il a bénéficié du concours du représentant de l'Autorité administrante.
3. Le Comité a formulé, à la lumière de la discussion générale qui a eu lieu au Conseil sur la situation dans le Territoire, un certain nombre de conclusions et de recommandations qui lui paraissent exprimer les vues de la majorité des membres du Conseil et qui figurent dans l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité pense que le Conseil de tutelle pourrait utiliser la version révisée du document de travail relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru (T/L.1072/Rev.1) comme texte de base pour le chapitre sur la situation dans ce territoire, qui doit figurer dans le prochain rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale, et adopter les conclusions et recommandations figurant dans l'annexe ci-après pour insertion à la fin de la section ou sous-section correspondante du chapitre en question.

ANNEXE

Projet de conclusions et de recommandations

I. GENERALITES

1. Le Conseil invite l'Autorité administrante à joindre à ses futurs rapports annuels tous les textes de lois, règlements, ordonnances et autres dispositions législatives promulguées au cours de l'année considérée.

Avenir des Nauruans

2. Le Conseil réaffirme que les dispositions de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) de l'Assemblée générale) doivent être intégralement appliquées au Territoire sous tutelle de Nauru.

3. Le Conseil note que le chef supérieur de Nauru, au nom du Conseil de gouvernement local de Nauru, a informé le Directeur de la réinstallation des Nauruans que les propositions du Gouvernement australien ne pouvaient à certains égards être acceptées par le Conseil de gouvernement local de Nauru, qui présenterait des contrepropositions.

4. Le Conseil note qu'en attendant qu'une décision définitive soit prise par le peuple nauruan, l'Autorité administrante a acquis certaines parties de l'île Curtis afin d'assurer qu'elle continuera de pouvoir être utilisée pour la réinstallation des Nauruans, et que la Queensland Housing Commission prépare des plans de logements convenant à cet endroit.

5. Le Conseil sait que des consultations sont en cours entre le Gouvernement australien et le Conseil de gouvernement local de Nauru en ce qui concerne l'avenir du Territoire, et qu'une réunion est prévue pour le mois de juillet 1964.

6. Le Conseil, comprenant parfaitement les difficultés qui se posent, demande instamment au Gouvernement australien et au Conseil de gouvernement local de Nauru de poursuivre leurs consultations en vue de trouver une solution harmonieuse, compte tenu du désir légitime des Nauruans de préserver leur identité nationale.

II. PROGRES POLITIQUE

7. Le Conseil note que l'ordonnance relative au Conseil de gouvernement local de Nauru a été modifiée par une ordonnance, entrée en vigueur le 4 octobre 1963, qui a eu pour effet d'étendre les pouvoirs du Conseil. Rappelant les recommandations qu'il a formulées à sa trentième session, et les conclusions auxquelles a abouti la Mission de visite des Nations Unies (1962), le Conseil estime qu'avant de passer à la prochaine étape essentielle du progrès constitutionnel, il faudrait procéder à des consultations approfondies avec les dirigeants élus de la population, et qu'à cette fin il conviendrait d'établir le plus tôt possible un comité consultatif chargé d'examiner l'ensemble de la question des pouvoirs législatif et exécutif à Nauru. Le Conseil fait une fois de plus sienne l'opinion de la Mission de visite selon laquelle le comité consultatif pourrait se composer de tous les membres de l'actuel Conseil de gouvernement local de Nauru, siégeant avec l'Administrateur et un représentant du Département des territoires ainsi qu'avec un juriste ayant l'expérience des questions constitutionnelles. Le comité consultatif serait chargé d'élaborer et de soumettre pour examen des plans constitutionnels prévoyant une pleine participation des Nauruans à l'exercice des pouvoirs législatif et exécutif dans le Territoire. Le Conseil espère que l'Autorité administrante prendra les mesures nécessaires à cette fin et soumettra un rapport au Conseil de tutelle, à sa prochaine session.

Fonction publique : formation et nomination de Nauruans à des postes de responsabilité dans l'administration

8. Le Conseil note, en approuvant cette initiative, qu'un fonctionnaire du Département des territoires a procédé en août et septembre 1963 à un examen de l'organisation et du système de classement de la fonction publique, et que le nombre des postes a été porté de 501 à 566.
9. Le Conseil note en outre que l'organisation de la fonction publique prévoit que les postes de secrétaire officiel, d'inspecteur du gouvernement et d'infirmière-puéricultrice doivent être occupés par des Nauruans, et que des fonctionnaires nauruans y ont été nommés.
10. Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de continuer à ouvrir l'accès de tous les postes de la fonction publique à des Nauruans possédant les titres

requis, et lui demande instamment de poursuivre et d'intensifier ses efforts en vue de permettre aux Nauruans d'acquérir ces titres, grâce à des moyens spéciaux de formation.

III. PROGRES ECONOMIQUE

Généralités

11. Le Conseil constate avec satisfaction qu'une première réunion annuelle a eu lieu entre les représentants des British Phosphate Commissioners et les représentants nauruans élus, comme la Mission de visite des Nations Unies dans le Territoire sous tutelle de Nauru (1962) l'avait proposé, en vue de discuter des questions d'intérêt commun. Le Conseil est convaincu que ce premier contact entre les représentants du Conseil de gouvernement local de Nauru et les British Phosphate Commissioners permettra d'aboutir à une compréhension réciproque et à une coopération meilleure et plus étroite entre les parties intéressées. Il espère que les Commissioners ne verront pas d'inconvénient à ce qu'un conseiller professionnel fasse éventuellement partie, lors des réunions ultérieures, de la délégation désignée par le Conseil de gouvernement local de Nauru.
12. Le Conseil note que les British Phosphate Commissioners ont accepté d'augmenter le loyer des terres à cocotiers, prises à bail à titre temporaire, ainsi que les indemnités versées pour les destructions inévitables d'arbres. Il note en outre que les British Phosphate Commissioners ont proposé de majorer la Landowners Royalty, la Landowners Investment Fund Royalty et la Nauru Royalty Trust Fund Royalty, et que ces propositions seront discutées au cours de réunions qui doivent se tenir en juillet 1964 entre les représentants du Conseil de gouvernement local de Nauru et l'Autorité administrante.
13. Le Conseil réitère sa conviction que de nouvelles consultations entre les représentants des British Phosphate Commissioners et les représentants nauruans élus contribueront de façon décisive à assurer un partage équitable des bénéfices provenant de l'exploitation des phosphates.

IV. PROGRES SOCIAL

Santé publique

14. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante a entrepris une campagne d'éducation nutritionnelle dans les écoles et les centres de puériculture; il exprime l'espoir que l'Autorité administrante poursuivra ses efforts en vue d'aider davantage le peuple nauruan à améliorer son régime alimentaire.
15. Le Conseil note que l'Autorité administrante a acheté des appareils électrostatiques de précipitation modernes qu'elle installera dans le courant de l'année, pour éliminer presque totalement les inconvénients causés par les poussières de phosphate. Le Conseil espère que l'Autorité administrante continuera à prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet.
16. Le Conseil constate avec satisfaction que des dispositions ont été prises par l'Autorité administrante pour accroître sensiblement les réserves d'eau emmagasinées à l'intention des Nauruans, et que cette eau a été mise gratuitement à la disposition du Conseil de gouvernement local de Nauru.

V. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

17. Le Conseil note que la fusion, depuis le début de 1964, des écoles d'Aiwo et de Yaren a achevé la réalisation du programme d'unification du système de l'enseignement primaire.
18. Le Conseil note que le nombre des bourses d'études accordées aux Nauruans par l'Administration a été porté de 12 à 15, et que deux nouvelles bourses pour élèves des classes inférieures qui peuvent être attribuées à des élèves de la classe I ont été accordées à la suite des examens organisés en 1963. Il note également que de nouvelles bourses peuvent être octroyées à tout élève nauruan, âgé de 17 ans au plus, qui subit avec succès les épreuves du certificat moyen.
19. Le Conseil espère que l'Autorité administrante veillera particulièrement à encourager les jeunes Nauruans à tirer parti des bourses offertes dans le cadre du programme des Nations Unies et en Australie.
20. Le Conseil espère que l'Autorité administrante continuera à s'attacher à former des maîtres nauruans dotés de la compétence pédagogique indispensable.

21. Le Conseil note que les British Phosphate Commissioners ont proposé d'accroître les moyens de formation professionnelle qui existaient jusqu'ici, par la création d'une école d'apprentissage à l'intention des Nauruans, et espère que cette proposition sera suivie d'effet dans un proche avenir.
